
L'Afrique en questions n° 21

L'arrivée de Mmusi Maimane à la tête de l'Alliance Démocratique, une nouvelle ère pour l'opposition en Afrique du Sud

Victor Magnani

Juin 2015

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN : 978-2-36567-410-2
© Tous droits réservés, Ifri, 2015

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Website : ifri.org

Introduction

À l'issue du Congrès fédéral de l'Alliance Démocratique (DA) qui s'est tenu le dimanche 10 mai 2015 à Port Elizabeth, Helen Zille a été remplacée par Mmusi Maimane après huit années passées à la tête du premier parti d'opposition sud-africain. Ce passage de témoin a eu un écho important sur le plan national et international en raison de la couleur de peau de Mmusi Maimane : le parti sera en effet dirigé pour la première fois par un homme noir. Qu'un tel événement suscite curiosité et intérêt plus de 20 ans après la fin de l'apartheid peut paraître surprenant, mais cela illustre le fait que le jeu politique sud-africain s'est jusqu'à présent souvent polarisé selon des logiques raciales.

Dans ce cadre, la DA a longtemps souffert d'un déficit d'image car elle était considérée comme le parti des minorités, notamment de la minorité blanche qui fut dominante et responsable de la ségrégation. Cette catégorisation résulte tout d'abord des origines du parti. Celui-ci fut créé en 2000 à la suite d'une alliance entre le Parti Démocratique (DP) et le Nouveau Parti National (NNP), rejoint ensuite par l'Alliance Fédérale (FA). Ces trois partis émanaient de formations principalement blanches qui existaient déjà durant la période d'apartheid, et ce mariage fut le fruit d'une stratégie visant la constitution d'un groupe d'opposition élargi, disposant d'une base électorale blanche et *coloured*¹. En conséquence, les structures dirigeante et militante du parti nouvellement créé étaient essentiellement blanches et regroupaient aussi bien des conservateurs que des progressistes.

Bien que les catégories partisanes occidentales soient rarement transposables telles quelles dans les contextes africains, on pourrait affirmer que la DA est aujourd'hui un parti de centre droit, prônant des mesures libérales tant sur le plan économique que social. Un appel au respect strict de la Constitution, et notamment de son chapitre 2 qui contient le *Bill of Rights* ainsi qu'une dénonciation de la corruption, sont des piliers de son positionnement politique. Depuis sa création, malgré un projet de société clairement multiracial², la plupart des élus et les principaux dirigeants du parti ont été des Blancs. L'idée que la DA est un parti blanc était notamment confortée par l'ancrage du parti au sein de la province du

¹ L'ancêtre du NNP, le parti national (NP), domina la scène politique sud-africaine de 1948 à 1994. Au cours de la même période, les partis prédécesseurs du DP ont formé l'opposition parlementaire blanche située à la gauche du Parti National.

² On peut notamment citer certains passages sans équivoque de la Constitution Fédérale du parti : « *South Africans can and must overcome the historic divisions of race and ethnicity, and unite in our diversity around a shared South African identity.* » DA Federal Constitution, 1.2.

Cap-Occidental³ ainsi que par son poids électoral dans les quartiers blancs. Ses opposants ne se privent d'ailleurs pas d'entretenir l'idée que la DA serait un parti racial, c'est-à-dire qu'il viserait uniquement la défense des intérêts des minorités.

Si la stratégie électorale du premier leader de la DA, Tony Leon, avait clairement pour but de « consolider » le vote des minorités, l'élection de Mmusi Maimane à la tête du parti, aussi marquante et symbolique soit-elle, s'inscrit pleinement dans une stratégie volontariste d'ouverture à l'électorat noir, initiée dès le premier mandat de Helen Zille à la tête du parti en 2007. Nous verrons que la mise en œuvre de cette stratégie – qui fut loin d'être aisée – a accompagné la DA au cours de sa constante progression sur le plan électoral. Alors que le parti avait obtenu environ 12 % des voix en 2004, il en obtenait 16 % en 2009, puis 22 % lors des dernières élections législatives de 2014. Ce score n'est pas négligeable, mais demeure insuffisant pour sérieusement inquiéter l'ANC, qui jouit encore d'une légitimité historique incontestable et qui a recueilli plus de 60 % des voix à chacun des scrutins majeurs depuis les premières élections libres et démocratiques de 1994. L'ambition de la DA est donc de transcender son électorat de base en convainquant une partie significative des électeurs noirs. Il s'agit là de la mission ardue qui attend Mmusi Maimane au cours des prochaines années pour envisager une fin de l'hégémonie de l'ANC sur la scène politique sud-africaine.

Une stratégie affirmée de diversification des cadres dirigeants du parti

Si la DA souffre d'un déficit d'image sur la scène politique sud-africaine, cela résulte principalement du fait que ses principaux dirigeants ont longtemps été des Blancs. Devant cibler l'électorat Noir pour devenir un parti de gouvernement sur le plan national, le parti doit faire progresser sa diversité interne afin d'afficher une image publique multiraciale, en adéquation avec le discours et le type de société qu'il promeut. Le parti est bien évidemment conscient de cette problématique et en a fait un de ses enjeux stratégiques majeurs. Ainsi, dès 2006, Ryan Coetzee, qui était alors l'un des principaux stratèges du parti, publiait un rapport interne intitulé « *Becoming a Party for All The People: a New Approach for The DA* ». Ryan Coetzee encourageait une réflexion profonde et critique sur les raisons expliquant l'absence de soutien observée parmi les électeurs noirs. Il pointait notamment les défaillances du parti en termes de diversité interne et prônait l'adoption d'une nouvelle orientation. Helen Zille, qui fut élue à la tête du parti en mai 2007, a largement repris à

³ La province du Cap-Occidental, de même que la ville du Cap, sont des exceptions démographiques en Afrique du Sud car les populations noires y sont minoritaires.

son compte les conclusions de ce rapport et avait ainsi encouragé la réflexion sur le positionnement idéologique et stratégique du parti. Son discours manifestait la ferme intention de changer l'image du parti en augmentant la diversité et en attirant des personnes qui n'étaient pas des soutiens historiques de la DA.

Pour mettre en pratique ces orientations, le parti a également élaboré le programme « Young Leaders », qui ambitionne de renouveler les cadres du parti. Celui-ci se déroule chaque année depuis 2007 et a pour objectif de former un groupe de jeunes cadres de tous horizons disposant des compétences nécessaires à la gestion des affaires publiques et qui pourraient ainsi occuper à l'avenir des fonctions dirigeantes au sein du parti. Ce programme permet de s'adresser à la cible privilégiée du parti, les jeunes, qui constituent une génération n'ayant pas subi l'apartheid. Les candidats sélectionnés sont issus en priorité de milieux historiquement désavantagés. Ainsi, le programme est clairement pensé comme un outil de transformation interne, car il doit permettre de promouvoir la diversité raciale tout en respectant les valeurs de mérite qu'entend diffuser le parti. En 2014, les listes déposées par le parti pour les élections nationales et provinciales comprenaient 33 candidats issus de ce programme. Au cours des prochaines années, il est fort probable que le nombre de cadres issus de ce programme soit de plus en plus important.

L'élection de Mmusi Maimane à la tête du parti peut ainsi s'envisager comme une conséquence logique de la stratégie mise en place par le parti depuis le premier mandat de Helen Zille. Cette stratégie ne fut toutefois pas appliquée de manière simple et linéaire.

Un processus de transformation peu aisé

Depuis 2007 et l'arrivée de Helen Zille à la tête de la DA, malgré un volontarisme publiquement affiché, le processus de renouvellement du parti a en effet connu quelques revers importants. On peut notamment citer les réactions qu'avait suscitées la constitution de son gouvernement provincial au lendemain des élections générales de 2009. Celui-ci, composé essentiellement d'hommes blancs, avait été qualifié de « *pale male cabinet* » par les autres partis politiques et par les médias. La défense de Helen Zille, indiquant qu'elle avait beaucoup cherché sans trouver de candidats alternatifs de qualité, était sinon offensante, du moins maladroite. En 2010, c'est Helen Zille elle-même qui avait confié sa déception au lendemain du congrès fédéral du parti. Alors que dans son discours prononcé à cette occasion, elle demandait à ses militants de « franchir la barrière raciale », les délégués avaient choisi de donner une nouvelle fois leur confiance à des leaders nationaux principalement blancs.

Ces difficultés à transformer la « façade » du parti sont notamment liées au fait que la majorité des militants du parti reste

constituée de Blancs. Ainsi, le volontarisme de certains dirigeants du parti ne s'observe pas si clairement à tous les échelons du parti. Par ailleurs, certains candidats ambitieux et issus des minorités se montrent parfois peu enclins à laisser leur place au profit de candidats choisis pour favoriser la diversité. Ceci traduit plus largement le fait que le parti peine à opérer une importante transformation sans renier certaines de ses valeurs. En effet, l'Alliance Démocratique promeut l'idée d'une société post raciale, dénuée de toute discrimination, et en parallèle, tente de favoriser l'émergence d'une frange particulière de la population. On perçoit ainsi une contradiction entre la vision, le discours affiché et les nécessités aussi bien symboliques qu'électorales. Le parti se veut promoteur de l'excellence en affirmant que les meilleurs candidats doivent être recrutés sans la moindre discrimination. Lorsque le parti établit ses listes électorales ou nomme ses dirigeants, le critère du mérite doit alors être appliqué en premier lieu. Dans ce cadre, le parti est attentif aux diplômes obtenus ainsi qu'aux universités fréquentées. Or, l'Afrique du Sud a été marquée par des décennies de ségrégation – notamment quant à l'accès à l'éducation. En conséquence, 20 ans après la chute de ce système, une génération d'individus discriminés se retrouve en âge d'occuper des fonctions importantes au sein de la société sud-africaine sans bénéficier des qualifications requises. Ainsi, de délicats équilibres doivent être trouvés entre la recherche de l'excellence et la promotion de la diversité.

C'est peu après ces difficultés que Lindiwe Mazibuko a occupé une place de plus en plus importante aussi bien dans les médias que dans les instances du parti. L'émergence de cette jeune femme d'origine zouloue, très habile communicante, fut largement encouragée par Helen Zille, et mise en avant pour afficher la mutation du parti. Éluë députée au Parlement national en 2009, elle devint très vite la porte-parole du parti, puis le leader du groupe parlementaire de sa formation et donc de l'opposition au Parlement. Beaucoup d'observateurs jugeaient ces différentes promotions, ainsi que le soutien affiché de Helen Zille, comme le signe que cette dernière la préparait pour lui succéder. Or, ce fut une grande surprise lorsque Lindiwe Mazibuko annonça en mai 2014 qu'elle quittait le parti pour poursuivre ses études à l'université de Harvard aux États-Unis. Aucune rupture avec Helen Zille ne fut affichée publiquement, mais il semble fort probable que des divergences entre le leader et sa protégée aient conduit à une telle issue. Un autre départ, celui de Ryan Coetzee, qui a rejoint le parti britannique des Libéraux Démocrates en septembre 2012, fut bien moins médiatisé ; mais pourtant tout aussi important tant son influence avait imprégné les orientations stratégiques du parti.

On peut ajouter parmi les contretemps enregistrés au cours des dernières années par l'Alliance Démocratique, l'épisode de son rapprochement avec la formation Agang en 2014. Cette formation fut créée par Mamphela Ramphele, une ancienne activiste anti-apartheid

à qui Helen Zille avait proposé de figurer comme candidate de la DA à la présidence du pays lors des élections générales de 2014. Cette alliance avait été saluée par de nombreux observateurs ; toutefois, elle créa la polémique parmi les soutiens d'Agang et se révéla très mal préparée, puisqu'elle ne dura pas plus de quelques jours⁴.

Malgré ces différents revers, Helen Zille n'a pas renoncé à lutter contre cette image de parti « blanc ». Elle semble même avoir voulu accélérer ce processus, ce qui a sans doute engendré le retentissant échec de son alliance avec Mamphela Ramphele, mais aussi sa décision inattendue de ne pas se présenter pour un nouveau mandat à la tête du parti et de favoriser ainsi l'ascension très rapide de Mmusi Maimane.

De l'émergence aux nouveaux défis de Mmusi Maimane

Âgé de 35 ans et originaire de Soweto, bastion de la lutte anti-apartheid et de l'ANC, Mmusi Maimane a construit son engagement politique en opposition au président Jacob Zuma. D'abord soutien de l'ANC, il n'a rejoint la DA qu'après la démission de Thabo Mbeki en 2009. Diplômé en théologie, il prêche régulièrement dans une église de la Liberty Church à Johannesburg, une congrégation évangélique conservatrice. Il a émergé dans les hautes instances du parti peu après Lindiwe Mazibuko, et a suivi une ascension similaire à celle-ci. Il a ainsi conduit la liste de la DA aux élections municipales dans la ville de Johannesburg en 2011 avant de devenir porte-parole du parti, député et leader de son groupe parlementaire, ainsi que candidat au poste de *Premier* dans la province du Gauteng en 2014⁵.

Considéré comme un protégé de Helen Zille, ce très bon orateur a construit sa réputation sur le plan national en tant que porte-parole du parti, surtout durant les élections de 2014 où il s'exprimait dans de nombreux meetings et figurait sur les affiches et les spots publicitaires de campagne. Au sein du parlement, la DA a été quelque peu éclipsée par l'agitation des membres des Economic Freedom Fighters (EFF)⁶, le parti de Julius Malema, mais Mmusi Maimane s'est néanmoins distingué en attaquant vivement et régulièrement Jacob Zuma.

⁴ Les militants d'Agang reprochaient notamment de ne pas avoir été consultés pour valider cette alliance. De plus, le choix entre un simple accord électoral ou une fusion entre les partis n'avait pas été clairement établi ; ceci provoqua de la confusion jusqu'au désistement de Mamphela Ramphele.

⁵ À noter qu'il échoua à remporter la ville de Johannesburg et la province du Gauteng – en obtenant néanmoins des résultats honorables.

⁶ Ce fut notamment le cas en début d'année, lors du discours de Jacob Zuma sur l'état de la Nation : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/02/13/coups-de-poings-et-invectives-au-parlement-sud-africain_4575809_3212.html>.

La désignation d'un leader noir à la tête de l'Alliance Démocratique était jugée cruciale par la plupart des observateurs afin de pouvoir concurrencer sérieusement l'ANC en convainquant davantage d'électeurs noirs. Mmusi Maimane devra faire évoluer les discours et les positionnements de la DA pour convaincre les électeurs noirs, en particulier les classes moyennes, que la DA peut être « leur » parti, tout en maintenant et rassurant les électeurs issus des minorités blanches et *coloured*. Cet équilibre délicat exige des qualités de stratège, mais également de véritables qualités de *leadership*, notamment vis-à-vis d'intérêts internes au parti. D'une manière plus générale, il s'agira de démontrer que son élection à la tête de la DA n'est pas seulement symbolique, superficielle et électoraliste, mais témoigne d'une véritable transformation en profondeur de l'identité du parti. Il devra ainsi poursuivre la dynamique de renouvellement des cadres dirigeants du parti, diffuser l'image et les idées de sa formation sur l'ensemble du territoire sud-africain, y compris dans les zones largement acquises à l'ANC, et enfin s'assurer que la DA gouverne de manière satisfaisante dans les administrations dont elle a la charge.

Pour ce faire, Mmusi Maimane héritera d'un parti très bien structuré et très professionnalisé, dont l'expérience en tant que premier parti d'opposition est conséquente. Il devra néanmoins s'émanciper de l'influence de Helen Zille et convaincre les différents courants du parti pour s'imposer pleinement dans son nouveau rôle de leader. Se posera notamment la question des soutiens dont il bénéficiera au sein de son propre parti, et de sa faculté à incarner une opposition forte ; car s'il a gravi les différents échelons du parti de manière très rapide, il reste très inexpérimenté sur la scène politique sud-africaine. Lors de la campagne pour désigner le nouveau leader de la DA, Mmusi Maimane était opposé à Wilmot James, un universitaire reconnu et respecté. Ce dernier se considérait plus apte à faire de la DA une alternative viable à l'ANC plutôt qu'un parti tentant de répondre uniquement aux réalités électorales, en se souciant peu des valeurs et des fondements idéologiques. Depuis sa prise de fonction, Mmusi Maimane a d'ailleurs déjà essuyé quelques critiques en raison d'une position ambiguë sur la peine de mort ou encore l'homosexualité⁷. À cet égard, on pourrait penser que certaines incompatibilités entre son engagement religieux et les valeurs libérales défendues par son parti puissent apparaître lors de prochaines prises de position⁸.

⁷ Le mariage entre personnes du même sexe est inscrit dans la Constitution sud-africaine depuis 2006, et la peine de mort est abolie depuis 1997. Lors d'un débat télévisé, Mmusi Maimane avait indiqué que s'il était au pouvoir, il n'exclurait pas un référendum pour que la population s'exprime sur ces thématiques. Pourtant, la DA a au cours de ces dernières années toujours défendu la Constitution, le droit des homosexuels et, de manière moins nette, l'abolition de la peine de mort.

⁸ C'est l'avis du journaliste et ancien membre influent de la DA, Gareth Van Onselen : <<http://www.rdm.co.za/politics/2015/05/04/alloysias-mmusi-maimane-pastor-vs-politician>>.

Conclusion

Les prochaines élections locales prévues en 2016 permettront de faire un premier constat des éventuelles incidences électorales liées à l'arrivée de Mmusi Maimane à la tête de la DA. Si cette nomination symbolise aujourd'hui le début d'une nouvelle ère pour l'opposition en Afrique du Sud, les prochaines années permettront de savoir s'il s'agit plus généralement d'une nouvelle ère pour l'attribution du pouvoir politique dans le pays. La nuance est très importante et ce deuxième scénario impliquerait que la DA de Mmusi Maimane soit différente de la DA de Helen Zille ou des précédents leaders d'opposition. Le parti devra proposer un programme politique clair, avec une vision de l'Afrique du Sud et des propositions politiques aptes à séduire les jeunes et les classes moyennes noires, afin de dépasser les seules critiques vis-à-vis de l'ANC et ne pas seulement s'affirmer comme une alternative stable et pacifiée par rapport aux revendications de Julius Malema et de l'EFF.